

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

qu'il refuse de voir ce que devient ce pays, en dépit du fait que tous les autres Canadiens peuvent le voir.

Ce budget est en complète contradiction avec ce que le gouvernement a dit au pays en octobre et en novembre 1988. Il était en période électorale. Ce ne sont certainement pas les mêmes personnes qui parlaient alors. Ou alors ces personnes doivent avoir une double personnalité. Le Dr. Jekyll est devenu M. Hyde.

En ce qui concerne le budget proprement dit, j'ai entendu un ministre conservateur dire que tout le monde était contre, que personne ne l'aimait et que ce devait être un bon budget. Quel raisonnement bizarre est-ce là? Les conservateurs sont les seuls à y trouver une logique. Ils ont raison de croire que tout le monde proteste. Nous avons un allié inattendu en la personne du directeur de la Chambre de commerce, M. Roger Hamel, qui trouve que ce budget est la plus grosse ponction fiscale de l'histoire du Canada. Il est donc contre, tout comme la Chambre de commerce du Canada, les écologistes, les forestiers, les groupes féminins, les militaires, les gens du secteur des transports, les chômeurs sans aucun doute, les gouvernements provinciaux, les néo-démocrates, les libéraux. Les libéraux de l'Ontario ont pourtant mis de l'huile sur le feu hier. Ils sont contre le budget fédéral, mais ils font aux Ontariens ce que le gouvernement conservateur a fait à l'échelon fédéral.

Je pourrais citer toute une série de groupes qui sont contre ce budget, mais tout cela revient à dire que les Canadiens ne l'apprécient pas du tout. Si vous me permettez de prêcher un instant pour ma paroisse, nous allons nous demander ce que fait ce budget pour l'Ontario. Tout le monde devra payer plus d'impôts, mais surtout la classe moyenne et les économiquement faibles. Un des députés d'en face a dit que nous avons supprimé une bonne partie des échappatoires fiscales. On peut alors se demander pourquoi on ne les supprime pas toutes immédiatement.

• (1640)

Les ententes liant le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario dans le domaine de l'exploitation forestière vont disparaître. On les supprime. Je remercie le ministre d'État aux Forêts pour ses efforts. Selon moi, c'est un homme convaincu, mais il est incapable de faire ce qu'il voudrait pour les forêts du pays.

L'insidieuse lamproie de mer va proliférer à moins qu'on ne reçoive immédiatement 2 millions de dollars, afin de régler la question. Un poisson sur trois pris à l'heure actuelle est déjà victime de ce parasite. Je me demande combien en meurent. Le problème est aggravé ou compliqué du fait qu'on dépense des millions, afin de reconstituer les stocks dans les eaux en question.

L'universalité est remise en question, alors qu'on fait rembourser à certains leur pension de sécurité de la

vieillesse et leurs allocations familiales, malgré les assurances du premier ministre qui avait affirmé que les programmes sociaux ne pourraient être qu'améliorés par l'Accord de libre-échange, cette entente mal conçue et mal négociée. Ce n'était tout simplement pas vrai.

Sault Sainte-Marie est une ville frontalière. Beaucoup de gens pensaient qu'ils allaient profiter immédiatement de l'Accord de libre-échange, qu'ils pourraient se rendre au Michigan et acheter de nombreux produits à un prix inférieur. Manifestement, cela se révèle tout à fait faux. Chaque famille devait économiser 200\$ par année en produits d'épicerie et denrées alimentaires. Ce n'est pas du tout le cas. Un des principaux partisans de l'Accord, Galen Weston, a déclaré qu'en fait, les prix alimentaires doivent augmenter. Une autre contradiction! Je ferais mieux de ne pas me lancer dans ma harangue contre le libre-échange. On sait déjà ce qu'il vaut.

Le Budget nous frappe de tous les côtés. Il renferme bien des points négatifs et toutes sortes de compressions, mais aucune mesure positive. Au moins le gouvernement aurait pu déclarer qu'il se devait de nous imposer des compressions, mais qu'il allait en retour prendre certaines initiatives. Or, il ne propose absolument rien de nouveau. En tant que critique dans le domaine des affaires municipales, je me demande toujours pourquoi le gouvernement ne se sert pas de l'augmentation de 1c. de la taxe sur l'essence et du cent. supplémentaire qu'il percevra en 1990, afin d'aider les municipalités dont l'infrastructure est dans un triste état. Ces municipalités peuvent difficilement alourdir encore davantage le fardeau fiscal de leurs citoyens. Le Budget ne prévoyait aucune mesure positive.

Les habitants du nord de l'Ontario n'ont pas besoin d'impôt régressif. En fait, personne n'en a besoin au Canada. Ce qu'il nous fait, c'est de l'aide, mais surtout de l'aide directe que pourrait nous offrir le gouvernement sans condition, en nous lâchant la bride. Mais voilà, le gouvernement, loin de lâcher la bride, la tient encore plus haute. Je parle ici des semblants de programmes qui ont été annoncés un peu partout au pays.

Prenons l'exemple du Programme Développement des collectivités qu'on a tant vanté. Il y a dans ma collectivité un conseil d'administration qui approuve ou rejette les initiatives. Si l'une des initiatives est sélectionnée, le dossier est renvoyé à un autre conseil d'administration, cette fois-ci de Thunder Bay. Si ce conseil approuve l'initiative, il la renvoie au conseil d'administration de Sudbury. Si le projet est approuvé à ce stade-là, il est soumis aux conseils d'administration de Toronto, puis du sud-est de l'Ontario pour finalement aboutir à Ottawa.

**M. Lapierre:** Après être passé entre les mains de combien de conservateurs?